

### **Motion des enseignants du lycée Magendie (33)**

Nous, enseignants du Lycée Magendie (33) refusons de participer au travail de réflexion autour du projet local d'évaluation.

Voici les raisons de ce refus :

Liberté ?

Nous ne voulons pas que notre liberté pédagogique soit foulée aux pieds, au nom d'un projet local d'évaluation et réaffirmons que l'évaluation relève de la liberté pédagogique de l'enseignant seul capable d'estimer en fonction du niveau de ses élèves, de sa progression, du contexte et des différentes contraintes, la solution la plus adaptée à sa classe.

Egalité ?

Ce projet consacre la destruction des épreuves nationales du Baccalauréat, garantes d'une évaluation juste, pour les remplacer par des évaluations locales qui ne pourront plus garantir d'égalité malgré l'habillage artificiel que constituent ces mesures de pure forme.

Fraternité ?

Le Baccalauréat, le vrai, par ses épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes garantissait l'équité de l'évaluation, permettant ainsi à chacun d'espérer échapper à sa condition. Cet espoir, parfois déçu, reste préférable à la certitude d'aggraver la fracture sociale déjà évidente dans la carte scolaire. Un cadre d'évaluation locale empêcherait toute évaluation formative, et ne pourrait que pénaliser les élèves.

Ecole de la confiance ?

Ce projet d'évaluation risque d'être considéré par les parents d'élèves comme un contrat dont ils pourraient exiger la mise en oeuvre, d'autant plus qu'il pourrait être intégré au projet d'établissement. Nous refusons que s'instaure ainsi au sein de l'établissement une surveillance réciproque des personnels, au nom d'échanges pédagogiques croisés entre pairs, une évaluation contrôlée par les IPR, les chefs d'établissement, les élèves, les parents... Avec ce projet, ce sont bien les enseignants qui passent en «contrôle continu » et les parents d'élèves qui votent sur nos pratiques pédagogiques.

Un « avenir lycéen » pour tous ?

Ce projet consacre la mise en place de diplômes maisons et de règles de fonctionnement locales. Il constitue une remise en cause frontale de nos statuts et ouvre la porte à recrutement local des enseignants comme c'est déjà le cas en REP. Fonctionnement local, recrutement local, remplacement à l'interne, ce sont les prémices de la privatisation de l'Ecole. Il justifie que le bac ne soit plus le premier grade universitaire et légitime l'usage de parcourup comme outil de sélection.

**AUX CONSIGNES DU MINISTÈRE, NOUS OPPOSONS NOTRE REVENDICATION :  
POUR LE RETOUR AU  
BACCALAURÉAT AVEC SES ÉPREUVES ANONYMES, TERMINALES,  
NATIONALES ET PONCTUELLES. C'EST LA  
MEILLEURE FAÇON DE GARANTIR L'ÉGALITÉ D'INSTRUCTION ET  
D'ÉVALUATION DES ÉLÈVES.**